

ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE

TOME II

Alexandre Svetchine

CHAPITRE CINQ

La guerre pour l'hégémonie en Allemagne en 1866

La préparation de la guerre de 1866 par Bismarck. Selon la constitution de 1825, la Confédération germanique accordait l'intégralité de tous les droits souverains à tous les États membres de l'alliance. L'indépendance des États moyens et petits reposait sur la rivalité de deux grandes puissances membres de l'alliance, l'Autriche et la Prusse. Cette rivalité constituait un obstacle au mouvement d'unification allemande. Appelé en 1862 à prendre la tête du gouvernement prussien, Bismarck était un partisan convaincu de la nécessité de la guerre contre l'Autriche afin de contraindre cette dernière à sortir de la Confédération germanique ; ce n'est qu'ensuite que la possibilité de transformer la Confédération germanique en un État fédéral allemand sous l'hégémonie prussienne pourrait se présenter. Avant tout, afin de ne pas toucher aux intérêts essentiels de la France, Bismarck ne visait initialement que l'unification de l'Allemagne du Nord. Il ne doutait pas que la force du mouvement d'unification allemand amènerait également à y adhérer les États allemands du Sud, mais l'unification définitive de l'Allemagne représentait une deuxième étape politique, atteignable seulement au prix d'une nouvelle guerre avec la France.

En collaboration avec l'Autriche, la Prusse a conquis en 1864 deux provinces au Danemark à la population majoritairement allemande — le Schleswig et le Holstein. Le roi de Prusse cherchait à accroître le territoire de la Prusse au détriment de ces provinces conquises ; l'Autriche, en raison de l'éloignement géographique, n'avait pas la possibilité d'intégrer une partie de ces conquêtes à son territoire et insistait pour en faire un État allemand indépendant. Le partage en fut l'occasion immédiate de la guerre ; il permit à Bismarck d'utiliser pour sa politique ambitieuse également les aspirations féodales de la Prusse. Le roi de Prusse Guillaume entra en guerre pour l'agrandissement du territoire de son royaume, Bismarck — pour l'unification de l'Allemagne.

La Russie était préoccupée par des réformes internes, détestait l'Autriche, et était reconnaissante à Bismarck pour son aide amicale lors de la répression du soulèvement polonais de 1863. Alexandre II insistait seulement pour que, lors du réaménagement de l'Allemagne, son parent — le grand-duc de Hesse — ne souffre pas trop, et Bismarck pouvait facilement satisfaire cette politique de sentiments familiaux.

L'Angleterre s'était également replongée dans ses affaires intérieures et traversait une période de moindre intérêt pour la politique européenne. La France représentait un danger considérable, pouvant intervenir au moment où l'Autriche et la Prusse se battaient avec des revendications d'annexion des territoires allemands sur le Rhin. Mais l'armée française était en mauvais état et affaiblie par l'expédition mexicaine entreprise par Napoléon III. Le même Napoléon III était favorable au mouvement d'unification allemand et ne cherchait qu'à obtenir une compensation pour la France sous forme de l'annexion de la Belgique. Mais Napoléon III vieillissait ; sa politique — politique de maintien des liens avec les principaux mouvements de l'époque, politique de déploiement de la technique, des chemins de fer et de l'utilisation de toutes les inventions (du point de vue militaire — cuirassés, mitrailleuses, artillerie à canon rayé), politique de libre-échange, organisation d'expositions universelles, percement du canal de Suez, essais de réformes sociales (participation des ouvriers aux bénéfices, assurance vieillesse via les caisses d'invalidité, etc.) — était déjà fortement secouée.

La Seconde Empire commençait de plus en plus à s'appuyer sur le parti clérical ; la dynastie semblait pouvoir se consolider en France si, d'une part, elle gagnait la sympathie du clergé et, d'autre part, obtenait la « rectification de la frontière » sur le Rhin. La lutte entre ces

deux tendances opposées était, sous le Napoléon III malade, temporairement équilibrée, et l'habileté diplomatique de Bismarck réussit, jusqu'au dénouement de la guerre, à obtenir la neutralité bienveillante de la France.

L'intermédiation amicale de Napoléon III a ensuite permis à Bismarck, au printemps 1866, de conclure un traité d'alliance avec l'Italie, qui souhaitait annexer la Vénétie, encore restée sous contrôle autrichien. Ce traité était important pour apaiser le roi de Prusse, Guillaume, qui craignait de s'engager seul dans un affrontement avec l'Autriche. Cette dernière était condamnée à combattre sur deux fronts.

La préparation politique de la guerre en dehors de l'union allemande avait réussi Bismarck, de ce fait, pleinement. La situation en politique intérieure était plus difficile. Depuis la réforme militaire de 1860, le gouvernement prussien se trouvait en conflit acharné avec le Landtag prussien, qui refusait chaque année de voter le budget, et gouvernait l'État malgré la volonté de l'énorme majorité libérale de la représentation censitaire de la bourgeoisie prussienne. L'opposition au gouvernement de Bismarck frôlait presque la révolution ; le gouvernement avait la réputation de réactionnaires invétérés ; les masses populaires étaient loin de le soutenir. Seuls quelques rares représentants les plus perspicaces de la bourgeoisie prussienne, observant la main ferme de Bismarck dans la question du Schleswig-Holstein, commençaient à comprendre qu'ils avaient devant eux précisément l'homme capable de réaliser l'unification de l'Allemagne et de concrétiser le rêve de la bourgeoisie allemande.

Bismarck accordait une grande importance à la préparation de la guerre sur le plan politico-intérieur et avait décidé de mener la guerre sous le large slogan de l'organisation de l'Union de l'Allemagne du Nord. Il avait présenté un programme officiel pour une telle union, avec une restriction sévère de la souveraineté des États allemands individuels, la création d'un parlement unifié élu sur la base du suffrage universel et destiné à servir de contrepoids aux tendances centrifuges, et l'unification de toutes les forces armées de l'union sous la direction de la Prusse. Ce programme avait écarté du côté de l'Autriche la majorité des États allemands moyens et petits, dont Bismarck était prêt à porter un coup fatal à l'indépendance. Dans la guerre à venir, la Prusse devait affronter quatre corps supplémentaires de forces ennemies, certes de mauvaise qualité, mobilisables avec retard, sans commandement unifié. Mais la guerre se situait dans la perspective de la lutte pour un grand slogan, et non pour un massacre fratricide au nom des intérêts dynastiques – la conquête du territoire prussien aux dépens d'autres membres de l'Union allemande. Il convient de noter que parmi les masses largement répandues, il existait une telle méfiance envers Bismarck, considéré comme le représentant des intérêts de la réaction, que ce n'est qu'à mesure que les partisans de l'unification allemande ont commencé à se rallier progressivement autour du programme qu'il avait présenté. Il a fallu la victoire près de Koeniggrätz pour que la bourgeoisie croie en la sincérité des intentions de Bismarck. La période de mobilisation de l'armée prussienne se déroulait encore sans aucun enthousiasme ; l'attitude de la Landwehr était particulièrement insatisfaisante.

La question de la sortie de l'Union allemande touchait aux intérêts les plus importants de l'Empire autrichien et à toutes les traditions historiques de sa position prédominante parmi les États allemands. Bismarck ne cherchait pas à détruire complètement l'Autriche, mais le conflit pouvait se développer de telle manière que, sans défaire complètement l'Autriche, il serait impossible d'atteindre l'objectif politique fixé par Bismarck. C'est pourquoi, pour la guerre, Bismarck avait avancé des slogans visant à l'anéantissement total de l'Autriche. Ce n'est que la situation de désespoir de la guerre pour l'Autriche qui permit à Bismarck d'interrompre le combat à mi-chemin et d'atteindre l'objectif fixé, en concluant un accord avec un adversaire pas encore entièrement défait.

Il est extrêmement difficile, par les seuls moyens du front armé, d'atteindre la destruction complète de la capacité de combat d'un État ennemi. C'est pourquoi Bismarck a dirigé ses efforts vers le fait de porter un coup politique puissant à l'État autrichien de

l'intérieur. Le moyen d'y parvenir devait être le mouvement national-révolutionnaire hongrois. En Prusse, le général révolutionnaire hongrois de talent Klapka et les cadres de l'émigration hongroise ont été invités. Tous les prisonniers de nationalité hongroise devaient être isolés des autres et affectés à des travaux de terrassement difficiles ; dans le cas où ils acceptaient d'entrer dans la légion formée en Silésie par les officiers de Klapka, ils étaient immédiatement libérés des conditions pénibles et bénéficiaient de tous les avantages. En raison de la brièveté de la guerre, qui ne dura que huit semaines, Klapka ne put former qu'une seule légion de 3 000 combattants avec un coût de 250 000 thalers, et quelques heures avant la signature des conditions préliminaires de paix, il réussit à franchir la ligne de démarcation avec eux, resta cinq jours derrière les lignes autrichiennes, mais, en raison de la cessation des hostilités, dut revenir auprès des Prussiens. Parallèlement, Bismarck soutenait financièrement et organisait l'insurrection armée en Hongrie même. Dans l'émigration, la représentation de cette organisation était confiée au comte Csáky, et à l'intérieur de la Hongrie, l'organisation était dirigée par Komáromi. La Hongrie était divisée en huit secteurs, chacun dirigé par des chefs de divisions insurgées ; chaque district militaire était divisé en circonscriptions de 2 à 4 brigades ; dans chaque localité se trouvait un commandant qui recrutait secrètement des insurgés. La question des armes était la plus difficile : dans une Hongrie désarmée, les insurgés ne disposaient que de 18 000 fusils, en partie de qualité insatisfaisante. En cas de prolongation de la guerre, cette organisation se serait fait sentir. Mais même maintenant, malgré la conduite conciliante du gouvernement autrichien, les amis hongrois de Bismarck empêchèrent la convocation des députés hongrois pour voter la levée extraordinaire et s'opposèrent unanimement à sa réalisation en Hongrie ; de plus, ils envoyèrent dans les régiments hongrois tout un essaim d'agitateurs défaitistes, dont les discours eurent du succès, comme en témoigne la reddition « sans résistance » de régiments entiers hongrois lors des combats de la guerre de 1866.

Les écrivains autrichiens étaient indignés par l'appui que Bismarck apportait ainsi aux révolutionnaires hongrois : « Quelle absurdité », disaient-ils, « la Prusse subissait des défaites et aurait allié avec la révolution pour préserver son existence étatique ; mais voilà que Bismarck, un homme d'État sérieux, avec une nuance de réaction et de junkers, s'occupe d'une affaire révolutionnaire—et surtout avec ardeur juste après la victoire de Königgrätz ». Nous pensons cependant que Bismarck avait raison, car ce n'est pas la destruction des forces armées de l'Autriche, mais la menace de la révolte hongroise dans l'arrière-pays qui a finalement forcé François-Joseph à accepter à la dernière minute les conditions de paix proposées par Bismarck ; ainsi, la politique hongroise de Bismarck a sensiblement réduit les coûts de la lutte pour l'unification de l'Allemagne.

Mobilisation. Il n'était pas facile pour Bismarck de convaincre le roi de Prusse, alors extrêmement impopulaire, d'entrer dans cette guerre fratricide. Il fallait obtenir l'engagement de l'Autriche à la mobilisation. En raison du système territorial de mobilisation, la Prusse bénéficiait d'un avantage de plusieurs semaines par rapport à l'Autriche, dont les régiments étaient, pour des raisons de politique intérieure, parfois stationnés loin du territoire correspondant à leur nationalité. Ainsi, les régiments du Ier corps, cantonnés en Bohême et chargés de couvrir la mobilisation de toute l'armée, recevaient des réservistes : deux régiments venaient de la région de Vénétie, deux de Hongrie, un de Galicie orientale ; seuls quatre régiments étaient mobilisés à partir des réservistes de Bohême. En outre, seuls cinq régiments se trouvaient dans leurs lieux de cantonnement. Les autres étaient en mission dans des régions politiquement instables de l'empire. L'Autriche, même si elle ne voulait pas entrer en guerre, fut contrainte de commencer à l'avance les mesures de mobilisation.

Pour exercer une pression sur l'Autriche, Bismarck a utilisé l'Italie, qui avait commencé par anticiper le renforcement de son armée, dans laquelle, pour des raisons économiques, aucune nouvelle classe de conscrits n'avait été appelée en 1865, et par le regroupement de troupes depuis le sud de la péninsule et de la Sicile. En conséquence, le 21 avril 1866,

l'Autriche entama la mobilisation partielle de trois corps d'armée de l'armée du Sud. Afin de contraindre l'Autriche à étendre sa mobilisation, Bismarck, par l'intermédiaire du banquier berlinois Bleichröder, porta à la connaissance de l'Autriche un projet de plan de campagne élaboré par Moltke au cours de l'hiver 1865/66. Moltke proposait d'attribuer à la future guerre un caractère résolument offensif, de commencer les opérations militaires sans la moindre mise en garde diplomatique, en profitant de la complète inaptitude militaire des adversaires de la Prusse. Dans un contexte de paix profonde, les troupes prussiennes démobilisées devaient faire irruption dans la forteresse alliée de Mayence et désarmer les garnisons autrichiennes et alliées qui la composaient. Simultanément, dès le premier jour de mobilisation, les troupes prussiennes devaient pénétrer en Saxe depuis différents côtés, surprendre les troupes saxonnes non mobilisées dans leurs casernes et, seulement après les avoir neutralisées, entamer la mobilisation ; une fois celle-ci terminée, deux armées—193 000 et 54 000 hommes—devaient envahir la Bohême et écraser l'armée autrichienne avant qu'elle puisse se rassembler. Ce projet ne correspondait absolument pas aux conditions politiques de 1866 : la situation intérieure de la Prusse était extrêmement fragile, une attaque soudaine et perfide, contrairement à toutes les normes du droit international, pouvait entraîner non pas une mobilisation mais une révolution contre le gouvernement impopulaire de Bismarck. Ce dernier devait préparer la guerre en douce, laissant l'initiative des armements à l'Autriche. C'est précisément pour ce dernier objectif que les idées du projet de Moltke étaient extrêmement appropriées. Dès que les rumeurs d'une possible attaque soudaine des Prussiens atteignirent Vienne, au cours de la première moitié de mars, un conseil de maréchaux fut convoqué à Vienne—une réunion des représentants de la plus haute autorité militaire du centre, renforcée par des commandants de corps venus des provinces et d'éminents généraux. Le conseil de maréchaux commença à discuter du plan de campagne et décida tout d'abord de renforcer le I^{er} corps stationné en Bohême de 6 700 hommes afin de le porter à sa pleine effectif en temps de paix. C'est tout ce dont Bismarck avait besoin. Sa presse amplifia de manière considérable le renforcement des troupes autrichiennes en Bohême ; le 28 mars, la Prusse commença le renforcement des effectifs des bataillons de cinq divisions stationnées près des frontières saxonnes et autrichiennes, passant de 530 à 685 hommes. Par la suite, il y eut des achats de chevaux pour l'artillerie de campagne. L'Autriche fut contraint de prendre de nouvelles mesures. Pour les cacher, la censure autrichienne interdit aux journaux de publier toute information sur les déplacements de troupes ou le renforcement de leur effectif. Bismarck utilisa également cette circonstance en invitant la presse prussienne à publier des données vérifiées sur les changements de localisation et de composition des troupes prussiennes, jetant ainsi sur l'Autriche l'ombre d'une préparation secrète à la guerre. Le 27 avril, l'Autriche déclara la mobilisation générale. Le roi de Prusse résistait encore à la mobilisation de l'armée prussienne. Ce n'est que les 3, 5 et 12 mai, de manière progressive, que Moltke et Bismarck obtinrent de lui les décrets de mobilisation, couvrant en trois étapes l'ensemble de l'armée prussienne.

Ainsi, Bismarck a préféré, lors de la guerre de 1866, renoncer aux avantages offerts par la rapidité de la mobilisation prussienne, afin de ne pas assumer les aspects impopulaires du déclenchement de la guerre et de ne pas mettre la Prusse dans une position politique défavorable. La politique a subordonné la stratégie ; au début de la Première Guerre mondiale, la situation était inverse, et le haut commandement prussien, par son coup soudain sur Liège, a tenté de tirer pleinement parti de la grande préparation militaire de l'Allemagne, au détriment évident de sa politique.

Au cours de toute la guerre, les Prussiens ont mobilisé 664 000 hommes. Toutes les unités de l'armée permanente ont été envoyées au front avec une affectation au combat ; en outre, sur 116 bataillons de Landwehr (comptant chacun 1 002 hommes), qui formaient la garnison des forteresses, 30 bataillons ont été réaffectés à des opérations secondaires actives. Pour chaque régiment de campagne à trois bataillons, un quatrième bataillon de réserve de

800 hommes a été formé, composé à moitié de recrues et à moitié de réservistes déjà formés militairement. Au total, 129 bataillons de réserve ont été constitués, dont 48 ont été engagés sur des théâtres secondaires. À partir des bataillons de Landwehr et de réserve, en plus des 9 corps d'armée existants, deux corps de réserve ont été formés. Seul l'armistice a empêché leur engagement au combat. Ainsi, l'armée de campagne prussienne de 334 000 hommes disposait de plus de 300 000 soldats de seconde ligne.

Grâce au délai qui lui avait été accordé, l'Autriche a pu mobiliser une armée de campagne égale à la prussienne ; mais derrière elle se trouvaient seulement des formations secondaires très faibles, en plus détournées par la protection de la sécurité intérieure. Pendant la guerre, il n'a été possible de former qu'un nombre insignifiant de bataillons de réserve, et même le renforcement des pertes des troupes de première ligne était retardé pendant longtemps. La milice n'était pas entraînée et ne disposait pas d'équipement, et ne pouvait être utilisée que dans le Tyrol, contre les Italiens. Les forces principales de l'Autriche ont immédiatement fait leurs débuts sur les champs de bataille.

Politique autrichienne. En Autriche, on ne désirait pas la guerre et, comme toujours dans de tels cas, on supposait que la guerre n'aurait pas lieu ; l'Autriche ne menait pas de politique planifiée de préparation à la guerre. Contrairement à François-Joseph, la majorité des généraux autrichiens étaient convaincus de la supériorité de l'armement et des troupes prussiennes. L'aide des États allemands moyens et petits était estimée peu importante.

Il était clair que l'Autriche ne pouvait pas supporter une guerre sur deux fronts — contre la Prusse et l'Italie. L'Autriche n'était pas en mesure simultanément de maintenir sa position dans la Confédération germanique contre la Prusse et de conserver la possession de la région vénitienne contre l'Italie. La chose la plus raisonnable pour l'Autriche aurait été d'accepter en février 1866, quatre mois avant le début de la guerre, la proposition de l'Italie — céder la région vénitienne pour un milliard de liras. Par fierté, le gouvernement autrichien rejeta cette proposition et poussa ainsi l'Italie à s'allier à la Prusse. Mais dès que l'Autriche commença la mobilisation, elle ressentit le fardeau que représentait Venise pour l'État autrichien. Le 30 avril, encore avant le début de la mobilisation prussienne, l'Autriche demanda la médiation de Napoléon III, qui avait une influence décisive sur le gouvernement italien : l'Autriche acceptait d'abandonner Venise en faveur de Napoléon III afin que ce dernier transmette cette région à l'Italie et assure ainsi sa neutralité. Napoléon III, cependant, resta passif, tandis qu'en Italie, les passions s'enflammaient, la mobilisation était en plein cours et l'armée voulait affronter une fois de plus les Autrichiens qu'elle détestait ; le gouvernement craignait de violer le traité d'alliance avec la Prusse. La proposition de l'Autriche fut rejetée. Néanmoins, l'Autriche s'engagea, le 12 juin, quelques jours avant le début de la guerre, auprès de la France — peu importe le résultat de la guerre — à transmettre Venise à l'Italie à la fin du conflit, par l'intermédiaire de la France. Bien sûr, pour l'Autriche, il aurait été plus raisonnable d'entamer des négociations directes avec l'Italie, ou au moins d'évacuer ses possessions italiennes avant le début des hostilités, plutôt que de mobiliser 80 000 soldats de campagne en parfaite condition et presque autant de troupes de seconde ligne dans les garnisons des forteresses pour défendre une province déjà séparée de l'État. Pourtant, la démarche entreprise par l'Autriche apporta des avantages significatifs à la stratégie. L'Italie atteignit son objectif politique concret avant même le début des opérations militaires ; pour elle, celles-ci n'étaient qu'une formalité, une question d'honneur et de respect des obligations alliées. La guerre devint donc pour l'Italie une entreprise dépourvue d'enjeu.

L'Italie a déployé 165 000 soldats sur le terrain. Le commissaire militaire prussien, le général Bernhardt, et l'envoyé prussien ont exhorté la commandement italien à entamer vigoureusement les opérations : faire traverser la masse principale des troupes sur le cours inférieur du Pô et les avancer vers Padoue, dans les arrières profondes de l'armée autrichienne concentrée dans le quadrilatère de forteresses (Mantoue, Peschiera, Vérone, Legnago), ce qui aurait conduit à une bataille avec un front inversé ; puis commencer une

offensive énergique vers les régions intérieures de l'Autriche — Vienne ; transférer à travers la mer Adriatique Garibaldi et ses volontaires pour soutenir l'insurrection hongroise ; participer à travers l'émigration à son organisation et de cette façon « porter un coup au cœur de l'État autrichien ». Bien sûr, l'Italie, dont les intérêts étaient assurés avant même le début des hostilités, n'était pas disposée à suivre ces conseils, et les Autrichiens auraient pu, dès le début de la guerre, se limiter à un minimum de forces sur le front italien ; cependant, la stratégie n'a pas pleinement tiré parti des avantages du manœuvre politique défensif de l'Autriche vis-à-vis de l'Italie.

Pour le gouvernement autrichien, il était également clair qu'il était nécessaire de s'entendre avec les Hongrois afin d'assurer la tranquillité de l'arrière. Les Hongrois ne pouvaient être satisfaits que par l'octroi d'une autonomie complète. François-Joseph avait emprunté cette voie, mais n'avait pas pris à temps une décision décisive. Les concessions aux Hongrois ont commencé par l'autre bout : en octroyant l'autonomie aux comitats ; et ces derniers ont commencé par licencier les fonctionnaires, enseignants, etc., allemands ; aucun accord avec les Hongrois n'avait encore été conclu, et l'appareil administratif de contrainte des Hongrois avait été démantelé. Les hommes politiques hongrois les plus modérés et fidèles à François-Joseph ne pouvaient, au moment de la guerre, adopter qu'une position de neutralité silencieuse.

La seule réussite de la politique autrichienne fut de rallier à sa cause la majeure partie des États de la Confédération germanique, effrayés par le programme de Bismarck qui les privait de leur souveraineté. Ces alliés allemands de l'Autriche disposaient d'une armée en effectifs de guerre, comptant 142 000 hommes. Cependant, tandis que l'Italie, l'Autriche et la Prusse avaient déjà entamé leurs préparatifs militaires en avril, les troupes des alliés allemands de l'Autriche restaient en état de non-mobilisation. Le 7 juin, les troupes prussiennes commencèrent à expulser les Autrichiens du Holstein. Le 11 juin, l'ambassadeur autrichien fut rappelé de Berlin. Ce n'est que le 14 juin, à la demande de l'Autriche, que le Bundestag (conseil de la Confédération germanique à Francfort-sur-le-Main) décida de mobiliser quatre corps—le contingent de la Confédération allemande fourni par les États moyens et petits. Mais cette décision de se mobiliser avait déjà été prise par la Prusse comme une déclaration de guerre. Les hostilités entre les Prussiens mobilisés et les alliés autrichiens non mobilisés commencèrent dès le lendemain, le 15 juin. Seules les troupes saxonnes furent mises en alerte à temps et se retirèrent de Saxe, envahie par les Prussiens, vers la Bohême—en direction de l'armée autrichienne. La chose la plus précieuse que reçut l'Autriche de ses alliés fut donc le corps saxon de 23 000 hommes.

Déploiement opérationnel. La Prusse était confrontée à des missions de lutte armée sur trois théâtres allemands et, en plus, à la tâche de protéger les terres rhénanes contre les attaques de la France. Cette dernière mission fut entièrement confiée à la diplomatie de Bismarck ; Moltke n'y consacra aucun bataillon de troupes de campagne.

Le principal front contre la Prusse était formé par l'Autriche et la Saxe, qui avaient aligné jusqu'à 260 000 soldats ; c'était là que devait naturellement se déployer la majeure partie des forces prussiennes. Un autre théâtre était représenté par Hanovre et la Hesse, États alliés de l'Autriche, qui s'étaient glissés en Allemagne du Nord et provoquaient une mosaïque de possessions prussiennes ; à travers ces États passaient les routes reliant les possessions rhénanes de la Prusse à l'essentiel de son territoire. L'ennemi sur ce théâtre était faible qualitativement et numériquement — seulement 25 000 hommes — mais le détruire et éliminer cette mosaïque liée à lui avait une importance capitale pour la Prusse. Le troisième théâtre était l'Allemagne du Sud, où l'on pouvait s'attendre à des forces ennemies composées de 94 000 hommes ; cependant, ces troupes n'étaient pas encore mobilisées et dispersées, et il ne pouvait y avoir d'attentes de leur part pour des actions énergiques avant le début juillet.

L'armée prussienne comptait 20 divisions d'infanterie ; selon le déploiement en temps de paix, 14 d'entre elles se concentraient naturellement sur le front principal, et le reste

contre la Rhénanie et contre Hanovre. Sur le théâtre principal, furent formées la 1^{re} armée (6 divisions) et la 2^e armée (8 divisions). Mais cette répartition des forces entre les théâtres principal et secondaires ne satisfaisait pas Moltke, qui cherchait à mettre fin à la guerre par un coup décisif porté à l'Autriche. Il décida de ne laisser temporairement aucun soldat prussien ni contre la France, ni contre l'Allemagne du Sud. Pour les théâtres secondaires, il ne consacra que 3 divisions — 48 000 hommes ; ces trois divisions devaient immédiatement pénétrer en Hanovre par trois côtés, encercler et désarmer l'armée hanovrienne de 18 000 hommes, ce qui était tout à fait à la portée des Prussiens (supériorité qualitative avec une supériorité numérique de plus du double). Après avoir expédié Hanovre et la Hesse, les trois divisions prussiennes devaient se tourner vers les États de l'Allemagne du Sud. Les 3 autres divisions de Rhin et de Westphalie Moltke les concentra sur le théâtre principal, formant avec elles l'armée de l'Elbe, subordonnée au commandant de la 1^{re} armée.

Deux corps de réserve (composés de Landwehr et de parties de réserve), qui devaient être formés en juillet, Moltke les destinait : le premier, dès sa formation, au théâtre principal pour l'occupation de la Bohême à l'arrière des forces principales ; le second, contre le sud de l'Allemagne.

Le déploiement opérationnel des troupes sur le théâtre principal a été réalisé par Moltke d'une manière complètement différente des traditions napoléoniennes. Moltke a pris en compte un nouveau facteur : les chemins de fer. Jomini, en essayant d'adapter les méthodes de Napoléon à l'étude des méthodes de conduite de la guerre de la Prusse contre l'Autriche, parvenait à une conclusion parfaitement précise et claire : il était le plus avantageux pour les Prussiens de rassembler toute leur armée dans la partie la plus avancée de leur territoire vers l'Autriche — en Haute-Silésie, à seulement 10-12 marches de la capitale ennemie, puis de déplacer l'ensemble des corps prussiens le long de la ligne opérationnelle vers Vienne et de la conquérir en deux semaines de guerre. Mais Moltke a dû tenir compte du fait que cinq lignes de chemin de fer menaient des régions intérieures de Prusse jusqu'à la frontière austro-saxonne, dont seulement une seule vers la Haute-Silésie, avec la possibilité d'une utilisation partielle d'une deuxième ligne. Il fallait considérer que la concentration en Silésie serait significativement retardée, et que l'initiative de l'offensive pourrait être anticipée par l'Autriche, malgré la lenteur de sa mobilisation et de ses rassemblements de troupes. Les Prussiens avaient la possibilité de terminer la mobilisation et le déploiement des armées en 25 jours, mais pour cela, il fallait débarquer les troupes sur les gares terminales des cinq lignes de chemin de fer menant à la frontière autrichienne. Il en résulta un front de déploiement complètement disparate, sur 420 kilomètres, qui fut adopté par Moltke. Le réseau ferroviaire avait été conçu sans tenir compte des considérations militaires, et maintenant l'état-major général ne pouvait que se plier aux conditions matérielles existantes.

Un large front de déploiement stratégique représente le danger d'être attaqué par parties, ce que Napoléon cherchait à éviter à tout prix. Par conséquent, ayant observé une telle dispersion des forces au début de l'opération de Ratisbonne (1809), Napoléon força les troupes à effectuer des marches extrêmement risquées afin de les rapprocher du centre, près de l'abbaye d'Abens. Pour Moltke, la dispersion des forces ne semblait pas aussi effrayante. Les armes perfectionnées de son époque ne permettaient pas encore les prémisses de combats modernes de plusieurs jours, mais la portée accrue des armes rayées exigeait déjà davantage de temps pour la reconnaissance, le déploiement des colonnes et le rapprochement avec l'ennemi.

Si en 1812 le exploit de la division Réerversovsky près de Krasny résidait simplement dans le fait qu'elle avait réussi à se replier face à une masse de cavalerie ennemie, il n'est plus nécessaire aujourd'hui, comme il y a cent ans, de maintenir les corps coude à coude, de former une phalange opérationnelle ; le soutien des unités rencontrant l'ennemi devient possible depuis des positions de plus en plus éloignées du lieu de l'engagement.

Mais encore plus que les armes à longue portée, ce qui protège de l'échec fragmentaire, ce sont les conditions de commandement qui ont changé : le niveau de préparation opérationnelle des officiers depuis l'époque des maréchaux de Napoléon Ier a considérablement augmenté ; à leur disposition se trouvent des officiers d'état-major dont la formation est soutenue sans épargner aucun sacrifice, et qui, dans l'ensemble de l'armée, sont les nerfs véhiculant les idées du commandement supérieur ; enfin, lors des campagnes, des câbles télégraphiques suivent les états-majors, permettant de suivre les actions des corps disséminés sur des centaines de kilomètres et de les coordonner avec autant de facilité que si ces corps se trouvaient à la distance d'une course normale à cheval d'un ordonnance. Si les Autrichiens avaient essayé, avec les forces disponibles, de se jeter sur l'une des parties du déploiement prussien étendu sur 420 km, ils auraient rencontré non pas un cordon sans vie du XVIIIe siècle, mais un front élastique qui se déploie comme un filet, où certains corps évitent une attaque directe, tandis que d'autres frappent le flanc et l'arrière de l'ennemi, resserrant ainsi l'étau de l'encerclement.

Tous les historiens qui soutenaient le point de vue de l'éternité des principes de l'art militaire et qui défendaient la doctrine napoléonienne ont obstinément critiqué Moltke pour son déploiement en 1866, malgré le succès qui a couronné les actions de Moltke. Cela témoigne cependant seulement de l'erreur de leur point de vue.

La rationalité de la mobilisation opérationnelle de Moltke se révèle de manière la plus claire lorsqu'on la compare au déploiement autrichien, fondé sur des conceptions opposées. Le chef de l'état-major général autrichien, le baron Henikstein, homme de société fortuné, ne se préoccupait guère des questions de stratégie et d'art opérationnel. L'archiduc Albrecht, fils du célèbre rival de Napoléon, l'archiduc Charles, candidat le plus en vue de la dynastie pour commander les troupes, s'est hâté de se placer sur un front italien calme sous le prétexte qu'on ne devait pas mettre la réputation de la dynastie en danger de défaite. Il convient de noter que Jomini lui-même, alors âgé de 90 ans, a traité avec beaucoup de respect les calculs stratégiques de Moltke ; mais toute une pléiade d'auteurs français et des sommités telles que l'anglais Wolseley, l'autrichien Kuhn, ou les Russes Leer et Mikhnevich ont pris une position condamnatoire envers Moltke. Krismanich, rédacteur incompetent du plan opérationnel autrichien, appliquant aveuglément les recettes napoléoniennes, était incomparablement plus proche de leur manière de penser et a reçu des critiques très favorables ; cela ne faisait que témoigner du retard désespéré de la pensée théorique militaire. Sur le théâtre bohémien, le commandant en chef fut nommé contre son gré le général Benedek, excellent chef dans l'organisation des troupes, commandant en temps de paix de l'armée italienne, connaisseur de la Lombardie, complètement inexpérimenté pour diriger de grandes masses, non familier avec les conditions du front austro-prussien ; en outre, l'archiduc Albrecht n'a pas permis à Benedek de prendre son chef d'état-major, le général Ion, le plus capable de comprendre les grandes questions de l'officier général autrichien.

Lorsque, en raison de la menace de guerre, en mars 1866, le chef de l'état-major général autrichien, le baron Henikstein, a exigé un plan d'opérations contre la Prusse, celui-ci a proposé de le confier au colonel Neuber, professeur de stratégie à l'académie militaire. Ce dernier a déclaré que pour ce travail, il avait besoin de données sur la préparation à la mobilisation de l'armée autrichienne. Le ministère de la Guerre a fourni à Neuber une évaluation extrêmement pessimiste de l'état des forces autrichiennes ; il faudrait attendre plusieurs mois avant que l'armée ne devienne pleinement opérationnelle. C'est pourquoi Neuber a préconisé que, avant le début des opérations, l'armée autrichienne soit rassemblée dans une position défensive près de la forteresse d'Olmütz et ne pénètre en Bohême, menaçant les Prussiens de chaque côté, qu'après avoir atteint une capacité de combat suffisante.

Ensuite, grâce à la protection de l'archiduc Albert, le prédécesseur de Neuber à la chaire de stratégie, le général Krismanich, fut nommé chef du bureau opérationnel de l'armée

de Bohême. Ce dernier était un expert de la guerre de Sept Ans et pensait que dans cent ans se répéterait le scénario des opérations de Daun et Lacy contre Frédéric le Grand. Krismanych éditait la description géographique-militaire de la Bohême et étudiait toutes les positions disponibles sur le théâtre bohémien. Krismanych conserva l'idée de Neipperg concernant la concentration préalable des Autrichiens dans un camp fortifié à Olomouc, sauf pour le 1er corps bohémien, qui restait en avant-garde en Bohême pour couvrir le retrait des Saxe. Tous les 8 corps, 3 divisions de cavalerie et la réserve d'artillerie, destinés à opérer en Bohême, devaient représenter une seule armée. Krismanych renonça à l'offensive en Silésie, car il ne voyait pas de « positions » favorables pour le combat dans cette direction. Sans tenir compte des chemins de fer, Krismanych s'attendait à la concentration de toutes les forces prussiennes en Silésie et à un mouvement direct vers Vienne. Comme option distincte, le déplacement de l'armée autrichienne par trois routes depuis Olomouc vers la région de la rive droite de l'Elbe était élaboré.

En Autriche, à l'époque, on publiait encore des cartes secrètes avec des demi-cercles noirs soulignés dessus — des « positions ». Le plan de Chrismanich représentait un mélange de souvenirs de la lutte contre Frédéric le Grand, de quelques principes de l'art militaire napoléonien, de certains principes de Clausewitz (l'Autriche poursuit un objectif politique négatif, donc il lui faut mener des opérations défensives) et d'une estimation détaillée de toutes sortes de lignes défensives, de frontières et de positions. Son plan avait un volume impressionnant, il était difficile à lire et présenté par Chrismanich avec une confiance inhabituelle ; Chrismanich plaisait par son optimisme et l'autorité professorale de ses jugements. Il n'est pas surprenant que le généralat autrichien, peu instruit, ait été impressionné par la certitude et l'érudition déployées par Chrismanich — généralement paresseux, superficiel et limité ; mais pour nous, il reste un mystère de savoir comment le plan de Chrismanich a pu être considéré, même 40 ans plus tard, comme exemplaire dans les manuels de stratégie.

Il est indéniable que si les Autrichiens avaient réparti leurs forces en deux armées et choisi deux zones différentes pour leur concentration, par exemple Prague et Olomouc, ils auraient pu utiliser les chemins de fer beaucoup plus efficacement, achever le déploiement plus rapidement, ne pas exposer les troupes à des privations et conserver une bien plus grande capacité de manœuvre. Mais pour cela, il leur aurait fallu faire dans l'art militaire le pas en avant que Moltke a fait et qui est resté incompris des théoriciens pendant des décennies.

« **L'abominable extrême de la concentration** ». La division des forces a été recommandée dans la seconde moitié du XIXe siècle et en raison de l'augmentation considérable depuis l'époque de Napoléon de la longueur des colonnes de marche, due à l'augmentation du nombre d'artillerie, de parcs et de convois ; Moltke avait attiré l'attention sur ce fait dans la presse en 1865 ; il avait déjà eu affaire, à l'approche du champ de bataille, à des colonnes de marche quatre fois plus étirées. Les grandes routes du XVIIIe siècle, sur lesquelles il était possible de se déplacer en colonnes de pelotons, avaient disparu ; se déplacer sur les côtés de la route était de plus en plus difficile à cause des clôtures et des fossés rencontrés ; la civilisation oblige désormais les troupes en marche à se serrer sur le mince ruban de la route, et le nombre de roues dans les colonnes a énormément augmenté. L'adversaire de Moltke, le malheureux Krismanich, qui avait tenté en 1866 de ressusciter la méthode napoléonienne d'opérations sur les lignes intérieures et avait déplacé l'armée (6 corps) de la région d'Olmütz vers le haut de l'Elbe de manière concentrée, par trois routes, provoqua d'immenses difficultés pour les troupes, car une seule route était encombrée par un « intestin » de 120 verstes composé de 4 corps et de deux divisions de cavalerie ; les troupes traversaient la riche Bohême comme dans le désert — même les puits sur le chemin étaient asséchés jusqu'au fond. Et lorsque ces colonnes de marche infinies furent prises entre la 1re et la 2e armées prussiennes, elles se retrouvèrent incapables de tirer parti de leur position intérieure en raison de l'absence de concentration, car les arrières étaient très éloignés, à

plusieurs marches de plus que les colonnes qui auraient pu être dirigées sur les routes adjacentes.

Moltke ressentait clairement le besoin d'espace pour maintenir la liberté de manœuvre, l'importance d'utiliser le plus grand nombre possible de routes, et il a introduit dans la pensée militaire le concept de « l'extrême néfaste » (Schädlichkeit) de la concentration, qui empêche les troupes de se déplacer librement ou de trouver un abri pour la nuit, prive les troupes de ravitaillement correct depuis l'arrière et en même temps limite fortement les ressources locales pouvant être utilisées. Une fois concentrées, les troupes ne peuvent ni se déplacer ni vivre, elles ne peuvent que combattre. C'est pourquoi il faut rester autant que possible dispersé et se concentrer à temps pour prendre des décisions.

Napoléon, même avant la bataille, cherchait à former une réserve de troupes sous la forme d'un ordre massif de réserve, qui commençait à se déployer au cours du combat. De là, sur des fronts importants, apparaissent des difficultés dans le développement des enveloppements et une tendance naturelle au coup frontal pour percer le centre ennemi. Moltke, dans les instructions destinées aux hauts responsables militaires de 1869, soulignait que si, la veille du combat, une telle concentration avait effectivement lieu, le coup contre l'ennemi sur deux directions convergentes, offrant les meilleures chances de succès, ne pouvait être atteint que par une nouvelle manœuvre de flanc, exigeant temps et effort, effectuée devant le front de l'ennemi afin de diviser ses forces en deux masses :

« Les circonstances se présenteront de manière incomparablement plus favorable si, le jour de la bataille, les troupes se concentrent sur le champ de bataille à partir de différents points de départ, si l'opération est menée de telle manière qu'elle converge de différentes directions, avec des déplacements rapides, à la fois sur le front et sur les flancs de l'ennemi. Dans ce cas, la stratégie donnera le meilleur résultat possible et en découleront de grands succès. »

Le leitmotiv de l'art opératif de Moltke est la préparation stratégique d'un encerclement tactique de l'ennemi sur le champ de bataille, par la séparation et la conservation de deux masses—les deux moitiés des pinces, qui ne doivent pas être serrées tant qu'il n'y a pas d'ennemi entre elles. En 1866, un bref télégramme du 22 juin, contenant l'ordre de passer à l'offensive, disait :

« Sa Majesté ordonne aux deux armées d'envahir la Bohême et de chercher à se rejoindre en direction de Jičín, le VI^e corps reste à Neisse ».

Cette concentration des deux armées prussiennes envahissantes venant de directions différentes à Gitschin était comprise par les commandants d'armée comme l'exigence de se rejoindre à tout prix et de se placer directement coude à coude. Cependant, Moltke donnait un sens complètement différent à l'idée de « se rejoindre à Gitschin ». Si le vieux principe de l'art militaire stipulait qu'il ne faut jamais désigner comme point de concentration de ses troupes un lieu où l'ennemi peut nous surprendre, Moltke, en comptant le temps, supposait apparemment qu'à Gitschin, au moment de l'arrivée des Prussiens, se trouverait le centre de gravité de l'armée autrichienne. « La jonction » des armées prussiennes à Gitschin signifiait pour Moltke de tendre un piège aux Autrichiens entre elles à Gitschin. C'est pourquoi, lorsque l'on s'aperçut que les Autrichiens, ayant changé leurs intentions, avaient évacué la région de Gitschin, les commandants d'armée formés aux idées napoléoniennes s'efforcèrent de continuer leur marche victorieuse l'un vers l'autre pour se placer directement coude à coude, mais Moltke voulait garder deux moitiés de pinces plutôt qu'un poinçon napoléonien, et stoppa les deux groupes à 25 km de flanc à flanc. La pensée de Moltke se concentre maintenant sur un nouveau mouvement vers l'ennemi de deux côtés différents, conduisant à la bataille de Königgrätz.

Le motif directeur de la stratégie de Moltke — la sortie de deux masses séparées se déplaçant en directions convergentes sur un même champ de bataille — nécessitait une

modification de l'organisation du commandement, fondée sur les méthodes napoléoniennes d'action d'une masse unique.

Directives. Moltke l'Ancien a été le premier à appliquer avec succès la division de la masse des troupes opérant sur un même théâtre en armées particulières. Une armée particulière, se déplaçant dans une direction spécifique et remplissant un rôle précis dans l'opération, devait disposer d'une autonomie suffisante. Avec l'augmentation des masses, le maintien du principe napoléonien de commandement centralisé par ordres représentait un danger considérable. Moltke veillait à ne pas étouffer l'autonomie du commandement des armées, mais à lui ouvrir toutes les possibilités de gérer raisonnablement la situation en fonction du contexte rapidement changeant. L'espace suffisant pour le travail des commandements des armées individuelles était assuré par le fait que Moltke dirigeait principalement par des directives et non par des ordres, c'est-à-dire qu'il se limitait à fixer des objectifs, souvent assez éloignés. Il évitait d'intervenir dans la définition des tâches immédiates, laissant cela dans le domaine de l'exécution ; cependant, lorsque cela était nécessaire pour assurer la coordination entre deux armées et pour éliminer les frictions entre elles, Moltke n'hésitait pas à régler lui-même les détails. Mais, en substance, le travail sur un même théâtre de guerre par des armées distinctes dirigées par des directives correspondait pleinement aux caractéristiques de l'art opérationnel de Moltke.

L'organisation de l'arrière des armées prussiennes. Selon les concepts de l'armée prussienne de l'époque, l'approvisionnement des troupes pendant les opérations relevait du ministère de la Guerre et des états-majors de corps. L'état-major général n'intervenait pas dans la préparation des opérations en matière d'approvisionnement, le commandement de l'armée n'en avait pas la responsabilité ; les soins relatifs à l'approvisionnement étaient décentralisés.

L'expérience des campagnes napoléoniennes en matière d'organisation de l'approvisionnement avait été radicalement oubliée. Les historiens militaires du XIXe siècle ne s'intéressaient pas à l'approvisionnement. L'art opérationnel des années soixante était en 1866 aussi éloigné des questions de logistique qu'en 1914 des questions d'organisation du travail politique. Les intendants de campagne se guidaient sur le département de l'économie militaire restant à Berlin ; ce n'est qu'au cours de la guerre elle-même que l'impossibilité d'une telle situation fut prise en compte, et le chef de ce département fut transformé en général-intendant de l'état-major.

Il n'y avait pas du tout de chariots pour les vivres dans les unités de l'armée. Chaque corps disposait de 5 transports alimentaires de 30 voitures de mesure officielle chacun. En outre, chaque corps devait recevoir un convoi de 400 chariots civils avec des conducteurs non militaires. Pour des raisons d'économie, le ministère de la Guerre repoussait la formation de ce convoi civil jusqu'à la dernière minute. En conséquence, au début des opérations, seuls les corps de la 2e armée avaient eu le temps de les recevoir. Les troupes sortirent de cette situation extrêmement difficile en réquisitionnant des chariots civils. Comme il était difficile de compter sur la disponibilité de nouveaux chariots après un déplacement, les chariots une fois pris n'étaient généralement pas rendus et étaient conservés avec les troupes. Ainsi, différentes unités se retrouvèrent équipées de manière très inégale en convois. La majorité des régiments transportaient les cantines des soldats sur des chariots. Il y avait des régiments ayant réquisitionné jusqu'à cent chariots pour eux-mêmes. De telles réquisitions de chariots se produisent toujours lorsque les troupes sont trop mal desservies par leur convoi officiel, et surtout si elles n'ont pas de transport alimentaire. Aucun ordre ne pouvait convaincre les troupes de renoncer aux chariots qu'elles avaient capturés. Comme parfois jusqu'à 3 corps suivaient la même route pendant la campagne, il y avait une confusion avec les convois, surtout lorsque les transports alimentaires, en queue de colonne, rattrapaient les corps en tête ; au début, l'armée laissait à l'appréciation des commandants de corps la résolution des problèmes de mouvement des transports, et ce n'est qu'après Königsgrätz que les états-majors

des armées furent convaincus de la nécessité de réglementer également le mouvement des services arrière.

Pendant la guerre de 1866, la consommation de munitions était négligeable : l'infanterie prussienne n'a tiré que 7 cartouches par tireur, et l'artillerie seulement 40 obus par canon. Par conséquent, le réapprovisionnement en munitions ne posait aucun problème. En revanche, ils ont eu du mal avec la nourriture.

La région de déploiement n'avait pas été approvisionnée à l'avance en magasins alimentaires. La gestion du trésor prussien n'était pas facile, et, afin de réduire les coûts immédiats à couvrir, le ministre prussien des Finances insista sur un système d'approvisionnement territorial : chaque province devait constituer des provisions et du fourrage pour quatre semaines pour les hommes et les chevaux mobilisés sur son territoire : chaque corps devait s'installer directement dans son district de corps et y puiser tout ce dont il avait besoin. En raison de l'insuffisance des fours militaires de campagne, les corps laissèrent dans les garnisons de paix des équipes de boulangers et comptaient recevoir du pain frais par chemin de fer. Ainsi, pour le corps rhénan en opérations en Bohême, le pain était cuit à Cologne ; il ne pouvait être chargé que vingt-quatre heures après cuisson ; le pain et les provisions devaient traverser Hanovre, hostile, où se déroulaient des opérations militaires ; les trains de provisions et de pain devaient céder la place à des transferts soudains de troupes ; le pain n'était consommable que neuf jours après sa cuisson. Même le pain expédié depuis Berlin se détériorait en route et arrivait aux troupes en mauvais état.

Bientôt, il a fallu introduire une correction : ne pas envoyer de pain, de foin ou de paille des provinces lointaines, mais seulement de la farine et de l'avoine. Malgré toute l'atrocité de cette scène d'approvisionnement et malgré le grand nombre d'erreurs commises, la méthode d'action du Prussien témoignait que, tant que les chemins de fer existaient, il n'était pas nécessaire d'établir une base au sens fédéricien du terme, c'est-à-dire d'aménager à l'avance de vastes magasins intendants le long de la zone frontalière, conçus pour durer plusieurs mois et protégés par des fortifications. Toute la nation devenait déjà une base. Il devenait possible de déployer soudainement des forces sur un nouveau front et de développer rapidement des opérations dans une direction auparavant non prévue.

Les chemins de fer prussiens étaient assurés par des organes de gestion des communications militaires (commissions de ligne) ; dans le plan de transport, Moltke avait soigneusement laissé un train par ligne libre — pour les besoins alimentaires. Mais comme il n'y avait pas de synthèse des besoins des armées, et que les corps et leurs contractants commandaient tout ce qui était prévu — nécessaire ou inutile, les organes de communication militaire n'avaient pas la possibilité de fournir aux troupes ce dont elles avaient le plus besoin. En particulier, le théâtre des opérations militaires regorgeait de fourrage vert, et les troupes refusaient partout de prendre le foin et la paille des gares. Ces derniers étaient soigneusement expédiés en pleine quantité par les provinces aux gares frontières ; les voies étaient encombrées de wagons de foin et de paille que personne ne voulait décharger. C'était un véritable désastre. Au début de juillet, le transport de paille fut interdit ; à la mi-juillet, on eut l'idée de réduire l'envoi de foin à 10 % des besoins standards. Mais il fut pratiquement impossible de décharger dans les gares finales, car les intendants de campagne, peu familiers aux questions d'exploitation ferroviaire, préféraient laisser leurs stocks sur les roues, saturant ainsi les gares qu'ils approvisionnaient. D'énormes quantités de vivres et presque tout le pain se sont gâtés en route ou lors des arrêts aux gares surchargées.

Le ministère de la Guerre avait l'intention de pourvoir les transports de vivres des corps avec une réserve de quatre jours de biscuits. Cependant, il n'était pas prévu que les transports soient déjà chargés de vivres dans leurs garnisons. Ils étaient transportés vers la zone de concentration avec des chariots vides ; et la livraison des biscuits par le ministère de la Guerre, qui ne disposait pas de stock de mobilisation, par des convois spéciaux est arrivée en retard.

Il était très préjudiciable d'utiliser les transports non pas en totalité, mais éparpillés, en renvoyant les parties vides aux gares principales. Ces dernières erraient, les convois perdaient toute discipline. Après la bataille de Königsgrätz, les transports alimentaires vides furent remplis de blessés et envoyés à 60–70 km à l'arrière, vers les gares de Gurnau et Reichenberg. En raison de la rapidité de l'avancée ultérieure, les armées ne revirent plus ces transports jusqu'à l'armistice.

Ce n'est qu'après la victoire de Königsgrätz que l'autorité de Moltke a augmenté au point qu'il a eu la possibilité d'intervenir dans le ravitaillement des armées. Un gouvernement général de Bohême a été créé ; l'intendant de celui-ci a été choisi parmi les personnes les plus capables. Ce gouvernement général devait utiliser toutes les richesses de la Bohême pour subvenir aux besoins de l'armée. Les corps ont perdu le droit de s'adresser au ministère de la guerre ou à leurs districts pour leurs demandes ; toutes leurs requêtes étaient concentrées auprès de l'intendant de Bohême et satisfaites par lui dans la mesure du possible.

Il est toutefois peu probable que Moltke ait prévu dès le départ les conditions d'un approvisionnement correct ; sinon, il est incompréhensible pourquoi les Prussiens n'ont pris aucune mesure pour s'emparer des petites et faibles forteresses de Königstein et de Theresienstadt, qui barraient la voie navigable de l'Elbe et la ligne principale Dresde–Prague, et se sont contentés d'utiliser un seul itinéraire ferroviaire fragmenté contournant les forteresses autrichiennes (Görlitz–Turnau–Prague–Pardubice–Zwittau–Lundenburg), ainsi que la branche Turnau–Königinhoff. Les Autrichiens ne gênaient les voies ferrées que faiblement et dans de rares occasions, de sorte que le rétablissement de ces obstacles ne rencontrait aucune difficulté. Mais le 1er corps prussien, contre l'ordre du quartier général, a lui-même détruit le chemin de fer à Prerau de manière si radicale qu'il s'est avéré impossible de rétablir la liaison avec la Silésie via Oderberg.

Lors de la campagne de 1866, les troupes ont presque entièrement manqué de ravitaillement venant de l'arrière. Les soldats vivaient principalement aux dépens des ressources locales, mobilisées par réquisition et via une multitude de contractants qui approvisionnaient les troupes même dans la zone de déploiement. L'utilisation des ressources locales était compliquée par la faiblesse des services d'intendance de campagne. Parfois, la production des réquisitions d'une division était confiée à l'un des commandants de régiment. Les soldats prenaient l'habitude de tout prendre aux habitants et la discipline en pâtissait. Le haut commandement, face à la situation catastrophique réelle du ravitaillement, ordonnait théoriquement d'augmenter d'une fois et demie la ration quotidienne. Les réserves de vivres intouchables avaient déjà été consommées lors des premières traversées des montagnes bohémiennes frontalières, pauvres en ressources locales. Lorsque les troupes se concentraient, elles souffraient énormément et un cri se levait pour des journées de repos afin de faire parvenir des transports depuis l'arrière ; pourtant, il aurait été plus avantageux de traverser rapidement ces espaces déjà épuisés et pillés. Et le prince Frédéric-Charles s'efforçait, en attendant le combat, de diriger sa 1re armée et les armées de l'Elbe, totalisant seulement 9 divisions d'infanterie et 2 de cavalerie, concentrées sur un front de 20 km. Il était naturel qu'il faille, pour parcourir 70 km jusqu'à Jičín, non pas 4 jours comme Moltke l'avait prévu, mais 8 jours, pour atteindre finalement seulement la tête de son armée. Dans ces conditions, parcourir 70 km en 8 jours constituait déjà une marche forcée, et les forces de l'armée étaient fortement épuisées. Dans la 2e armée, avançant sur un front relativement large, tant le succès de la progression que le maintien de la force des troupes étaient meilleurs. Une épreuve particulièrement difficile fut la concentration des armées prussiennes sur le champ de bataille de Königsgrätz, où les troupes restèrent deux jours ; seuls quelques éléments furent approvisionnés ; les autres se nourrissaient uniquement de viande de cheval rôtie — fort heureusement, les attaques de cavalerie à la fin de la bataille en laissèrent suffisamment pour le ragoût.

Faute de charrettes pour transporter la viande, les Prussiens devaient se contenter pendant la campagne de la viande de bétail fraîchement abattu, peu comestible. Le pain était aussi mauvais que possible étant donné qu'il était cuit dans les fours locaux avec la farine prélevée à la population. En conséquence, le choléra éclata et commença à se propager assez vigoureusement dans les troupes. Naturellement, le nombre de morts par maladie (4 200) dépassa celui des tués au combat (3 473), malgré la brièveté de cette guerre.

En ce qui concerne l'organisation de l'arrière, la campagne de 1866 a été pour les Prussiens une leçon sérieuse, mais il n'a pas encore été possible de l'utiliser dans les manuels pour 1870. Dans le contexte de l'ancienne armée russe, de tels désordres dans l'approvisionnement, comme ceux qui ont eu lieu dans les troupes prussiennes en 1866, auraient provoqué une critique sévère, des lamentations publiques et des accusations de vol contre l'ensemble du corps des intendants. Les succès de la politique de Bismarck, les victoires de Moltke, la discipline de la société prussienne et de l'armée ont permis de surmonter ces échecs matériels et d'adopter à leur égard un point de vue purement professionnel.

Opération de Königsgrätz. Le 22 juillet, les Prussiens commencèrent l'invasion de la Bohême — par le nord-ouest — avec 140 000 hommes de la 1^{re} armée de l'Elbe, sous le commandement général du prince Frédéric-Charles ; à l'est, avançait la 2^e armée — 125 000 hommes du prince héritier de Prusse, dont le chef d'état-major était le général Blumenthal, un assistant très compétent de Moltke ; la 2^e armée, plus exposée, franchit la frontière cinq jours plus tard. La direction générale était donnée vers Hněvín, que les deux armées devaient atteindre en traversant environ 70 km de territoire bohémien. Moltke comptait sur le fait que le prince Frédéric-Charles atteindrait Hněvín dès le 25 juillet (70 km en 4 jours) et se retrouverait dans le dos des Autrichiens, si ceux-ci essayaient le 27 juillet d'attaquer la 2^e armée et d'empêcher sa sortie des passages des montagnes frontalières. Mais comme le prince Frédéric-Charles se préoccupait davantage de la concentration et avançait à l'aveugle, sans reconnaissance, serrant constamment son armée, il lui fallut 8 jours pour parcourir les 70 km — trois marches — ; ce n'est que le 29 juillet que ses deux divisions de tête atteignirent Hněvín et, après un combat réussi, s'en emparèrent. Le corps de cavalerie, rattaché à l'armée de Frédéric-Charles, marchait à la queue d'un ordre de marche profondément échelonné de l'armée. Le retard de Frédéric-Charles de quatre jours sur Hněvín créa une crise sur le front de la 2^e armée.

Les forces autrichiennes étaient composées de deux groupes : sur la rivière Isère, face au prince Frédéric-Charles, se tenaient 60 000 hommes du prince héritier saxon (corps saxon et premier corps autrichien, 1^{re} division de cavalerie légère) ; les forces principales de Benedek — 180 000 hommes — étaient concentrées près d'Olmütz, et le 18 juillet, elles se mirent en marche en direction de Josefstadt (140 km). L'objectif de Benedek était de déployer ses forces sur la rive droite de l'Elbe, occupant une position intérieure entre la première et la deuxième armée prussienne, de bloquer les passages montagneux devant la deuxième armée avec deux corps — 60 000 hommes, et avec le reste des forces, en rejoignant près de Gitschin le groupe du prince héritier saxon, d'écraser les 140 000 hommes du prince Frédéric-Charles. La marche d'Olmütz vers le haut de l'Elbe était organisée selon trois routes. Sur la route de droite, en tout, se déplaçaient 4 corps et 2 divisions de cavalerie (X^e, IV^e, VI^e corps ; 1^{re} division de cavalerie de réserve, puis le II^e corps et la 2^e division de cavalerie légère, qui initialement couvraient la marche depuis la Silésie) ; sur la route centrale — 2 corps (III^e et VIII^e) et 1 division de cavalerie (réserve) ; et sur la route de gauche — 1 division de cavalerie (2^e réserve) et l'artillerie de réserve de l'armée (128 pièces). Le succès de l'opération dépendait de la rapidité de mouvement, et Benedek exigea un effort maximal des troupes — les haltes journalières étaient complètement exclues. Cette marche concentrée de Benedek en 1866 était très proche de la marche de Napoléon à travers la Franconie en 1806, lors de l'opération de Iéna. Cependant, en raison de l'énorme augmentation des convois et de

l'artillerie en 60 ans, les colonnes de Benedek s'étiraient beaucoup plus que celles de Napoléon ; de lourdes difficultés et privations incombaient surtout aux corps situés à l'arrière. Les têtes des colonnes autrichiennes (X^e corps) avaient déjà atteint la hauteur de Josefstadt le 25 juillet, au bout d'une semaine, tandis que l'arrière accusait encore un retard de quatre étapes.

La marche prudente et lente de Frédéric-Charles a entraîné des modifications du plan initial de Benedek et a porté le premier coup décisif non pas à la 1^{re}, mais à la 2^e armée prussienne. Cependant, l'armée autrichienne s'est révélée insuffisamment concentrée pour cela.

Le 27 juin, seulement 2 corps autrichiens ont affronté le front de l'armée prussienne ! (Trautenau, près de Nachod). L'attaque concentrée n'a pas eu lieu et dans les jours suivants, en présentant comme principale raison de l'échec des actions de Benedek le long tracé des colonnes en marche, nous devons néanmoins reconnaître que dans ce cas, l'influence des exigences politiques mal comprises a également été significative ; alors que la situation stratégique nécessitait une attaque vers l'est la plus proche et la plus dangereuse. L'armée prussienne a réussi à survivre à la crise provoquée par la lenteur de l'avancée de Frédéric-Charles. Une série d'échecs dans les combats de certains corps a fait comprendre à Benedek le 28 juin que la manœuvre par les lignes internes n'offrait aucune garantie de succès, et il décida de concentrer ses forces sur la position Josefstadt-Miletín. Le front de cette position était très fort. L'ennemi se regroupait — la 2^e armée devant l'aile droite, la 1^{re} armée à la suite de l'aile gauche (situation de l'armée de Samsonov, 12/08/1914). Mais Benedek, avec sa vision napoléonienne du monde, ne s'attendait pas à l'action des pinces ennemies, mais supposait que l'ennemi profiterait de l'opportunité offerte pour unir ses deux groupes devant le front autrichien. Cette idée, en effet, était celle des commandants prussiens.

Mais Moltke, dans la nuit du 1^{er} juillet, donna l'ordre que la 2^e armée reste en place, tandis que la 1^{re} devait avancer en direction de Königgrätz. Si sur ce plateau, entre Iser et la Haute-Elbe, Benedek se présentait pour se placer entre les armées prussiennes et les battre séparément, Moltke dirigeait ici des troupes depuis la Saxe, la Lusace et la Silésie afin d'attaquer l'ennemi concentré de différents côtés.

La bataille de Josefstadt-Miletín n'a cependant pas eu lieu, car le groupe du prince héritier de Saxe, attaqué à Giči le 29 juin, n'a pas pu se retirer vers Miletín, où il aurait dû former l'aile gauche de l'ordre de bataille autrichien, et s'est replié directement vers Königgrätz. C'est également ici, dans la nuit du 1^{er} juillet, que Benedek a commencé à retirer ses forces principales ; supposant devoir se replier davantage, Benedek accorda un jour de repos à son armée le 2 juillet et, sur ordre de l'empereur François-Joseph, s'arrêta ici pour donner lieu à une bataille générale.

Le positionnement de Benedek entre les rivières Bystrica et Elb visait l'idée d'une bataille défensive sur deux fronts ; trois corps (III^e, X^e, saxon) étaient opposés à la 1^{re} armée prussienne, sur la crête des hauteurs faisant face à la Bystrica, du village de Lipa à Reider-Prim : les ponts sur la Bystrica avaient été laissés intacts intentionnellement ; Benedek comptait sur le fait que la 1^{re} armée franchirait cette rivière et tomberait sous le feu de centaines de canons prussiens. Tous les efforts des cercles politiques étaient dirigés pour orienter le point d'action de Benedek contre le groupe occidental des Prussiens, dont le succès était particulièrement important pour les Saxons, les Bavares et d'autres alliés allemands de l'Autriche. Les forces déployées sur la crête des hauteurs s'épuiseront et seraient contrecarrées par une contre-attaque. L'autre front, perpendiculaire au premier, s'étendait de Lipa à Lohenitz, où il rencontrait l'Elbe et était orienté vers le nord, contre la 2^e armée prussienne. Il devait être occupé par les IV^e et II^e corps, mais au matin du 3 juillet, ils se trouvaient encore un peu en avant, au nord des positions qui leur étaient assignées. Derrière le centre, Benedek concentra sa forte réserve générale — 2 corps (I^e et IV^e) et 3 divisions de cavalerie. Le VIII^e corps se tenait en réserve derrière le flanc gauche.

Ne disposant pas de suffisamment de cavalerie face au front, les Prussiens perdirent le 1er juillet le contact avec les Autrichiens en retraite. Moltke supposait que l'ennemi s'était retiré derrière l'Elbe et avait pris position entre les forteresses de Josefstadt et de Keschitrecz. Pensant l'attaquer, en répartissant ses forces de chaque côté de l'Elbe, Moltke maintint la disposition séparée des deux armées ; concernant le mouvement prévu de la deuxième armée vers l'ouest pour se joindre côte à côte à la première armée, Moltke n'y donna pas son accord, et le 2 juillet, Prussiens et Autrichiens eurent une journée de repos regrettable.

Le soir du 2 juillet, au quartier général de la 1re armée, est arrivé le major du quartier général Fop-Ungeri, qui avait effectué une reconnaissance. Il a réussi à passer à travers les patrouilles autrichiennes et à observer au loin Königsgrätz, entre l'Elbe et la Bistritz, les bivouacs d'au moins trois corps autrichiens. Le prince Frédéric-Charles en a conclu que les Autrichiens menaçaient une attaque pour le lendemain et a décidé de se positionner pour la repousser sur la rivière Bistritz, rassemblant 3 corps à proximité immédiate du passage de la route de la 31e division de Sadowa, et en agissant activement avec son aile droite (armée de l'Elbe - 3 divisions) sur Nechawitz ; il a demandé le soutien d'au moins un corps et la sécurisation de l'aile gauche de la 1re armée depuis la forteresse de Josefstadt au commandant de la 2e armée. Moltke fut informé de ces dispositions après qu'elles eurent été données. Bien qu'il ait personnellement cherché à envelopper davantage les Autrichiens par la rive gauche de l'Elbe, il était dangereux d'annuler les ordres déjà en cours. Il ajouta donc seulement aux dispositions du prince Frédéric-Charles un ordre pour la 2e armée :

« Déplacer toutes les forces pour soutenir la 1re armée contre le flanc droit de l'attaque ennemie attendue, et engager le combat dès que possible. »

Cet ordre, envoyé à minuit par un officier à cheval, a été remis au quartier général de la 2e armée après 4 heures, et le matin celui qui avait été envoyé est revenu vers Moltke avec une copie de l'ordre d'attaque concernant la 2e armée, découlant de ses instructions.

À 1 heure du matin, la 1re armée prussienne fut levée de ses bivouacs et se dirigea vers la rivière Bystrice. Aucune offensive autrichienne n'était observée. Frédéric-Charles fit traverser la rivière à 4 divisions contre le front des Autrichiens, laissant 2 divisions en réserve à E. Dub, où arrivèrent le roi Guillaume et Moltke.

Le village de Sadowaya et la forêt de Khola étaient défendus par les Autrichiens comme avant-postes ; ayant forcé l'ennemi à déployer des forces considérables, les Autrichiens se retirèrent, et les trois divisions prussiennes qui traversaient la Bystrina à cet endroit se retrouvèrent sous le feu de 160 canons du centre autrichien. Pendant cinq heures, quarante mille Prussiens restèrent sur place, incapables d'avancer d'un pas ; bien que les pertes dues au feu d'artillerie ne représentaient que 4 % de leurs effectifs, dans ces conditions d'inaction, ces pertes avaient un effet très déprimant. Des groupes de fuyards apparurent, retournant derrière la Bystrina ; le roi Guillaume les arrêtait personnellement et les faisait revenir. La division du flanc gauche de Frédéric-Charles (la 7e division du général Francia) attaqua un avant-poste autrichien similaire : la forêt de Sví (Maslovedsky). Le commandant du IVe corps autrichien, au lieu d'occuper la section qui lui avait été désignée pour la défense, engagea dans cette forêt l'ensemble de son corps devant le poste avancé, et des unités importantes du IIe corps vinrent le soutenir. Vers midi, grâce à l'effort combiné de 50 bataillons autrichiens et 120 canons, les 19 bataillons de Francia furent mis en plein désarroi ; les Prussiens durent se retirer, mais le front autrichien de Khz'm jusqu'à l'Elbe, contrairement à l'ordre de Benedek, ne fut pas occupé.

La 2e armée, attendue vers 11 heures du matin, ne s'est pas montrée. Les 3 divisions d'avant de l'armée de l'Elbe, dirigées vers le seul passage de la Bystritz près de Nechanitz, défendu par les Autrichiens comme avant-poste, ont pris possession de ce village avec fracas et ont immédiatement commencé à se déployer sur la rive gauche de la Bystritz, visant non tant à envelopper les Autrichiens qu'à élargir le front vers la gauche pour établir un lien direct avec la 1re armée. Pendant ce temps, la situation sur le front de la 1re armée devenait difficile à

supporter. Le prince Friedrich-Karl, sans tenir compte de l'ampleur temporelle de la bataille, qui implique des demi-millions de combattants de chaque côté, était nerveux et vers midi lança deux divisions de sa réserve contre le centre imprenable autrichien. Moltke réussit à retarder et à annuler cette attaque vouée à l'échec et inutile.

À 1 h 30, Benedek reçut un télégramme du commandant de la forteresse de Josefstadt, indiquant que, le long de la rive ouest de l'Elbe, un corps prussien se dirigeait vers le flanc droit de l'armée autrichienne. Benedek se rendit sur les hauteurs de Chlum et, ayant constaté que les IV^e et II^e corps, au lieu de prendre possession du secteur qui leur avait été attribué, se battaient pour la forêt de Masloved, leur ordonna immédiatement de cesser le combat et de prendre les positions désignées. Les Autrichiens ne purent exécuter cette manœuvre. Attaqués en marche de flanc, sans avoir eu le temps de s'organiser, une partie d'entre eux se retira derrière l'Elbe (II^e corps), une autre se dispersa, et les bataillons hongrois déposèrent volontiers les armes. Seules 120 pièces de canon sur les positions Chlum–Nedelist gênaient l'avancée des Prussiens.

Avançant discrètement dans les blés hauts, la garde prussienne a, vers 14 heures, surgi rapidement sur les batteries autrichiennes sur les hauteurs de Chlum et les a prises ; la moitié de l'état-major de Benedek a été tuée avant qu'on puisse comprendre ce qui se passait. Continuant son avancée, l'avant-garde de la garde est pénétrée à plus de 2 verstes dans les positions autrichiennes et, à 15 heures, a pris le village de Rozberitz.

À ce moment-là, la situation ne favorisait pas les Autrichiens non plus sur le flanc gauche. Le prince héritier saxon lança à 13 h 30 une offensive contre les unités prussiennes de l'armée du Elbe qui cherchaient à envelopper son flanc gauche. L'attaque réussit dans un premier temps, mais à 14 h 30, les Saxons furent repoussés et perdirent Nieder-Prim et Pröblus. Observant l'échec également sur l'autre aile de l'armée autrichienne, le prince héritier saxon commença à se replier lentement vers les points de passage sur l'Elbe et quitta la zone d'encerclement.

Le centre de Benedek était menacé de destruction, profondément enveloppé de part et d'autre ; cependant, il réussit à se maintenir. L'artillerie déploya 120 canons ; sous la couverture de leur feu, Benedek lança depuis le centre le III^e corps et depuis la réserve générale le VI^e corps contre les unités de la garde prussienne, qui s'étaient étirées et dispersées lors de l'attaque de plusieurs lieues ; la garde prussienne (1^{re} division) fut écrasée, repoussée vers Chlum, et là, à son appel à l'aide, ses réserves ainsi que le I^{er} corps, qui la suivait, vinrent à son secours ; le VI^e corps prussien, avançant plus près de l'Elbe et n'ayant pas d'adversaire en face de lui, au lieu de poursuivre son mouvement d'enveloppement en profondeur, se détourna également à droite, vers Chlum, pour soutenir la garde. Là, la contre-attaque de Benedek fut brisée.

À 15 h 40, Wilhelm et Moltke remarquèrent que des unités de la 2^e armée s'étaient infiltrées dans le dos des Autrichiens et donnèrent l'ordre de passer à l'attaque. Cette dernière ne rencontra aucune résistance.

Les événements suivants ont un caractère épisodique. Benedek lança dans une attaque désespérée en forme d'éventail les dernières réserves — le I^{er} corps et trois divisions de cavalerie. Il réussit à empêcher les pincés des VIII^e (15^e et 16^e divisions) et VI^e corps prussiens, situés sur les deux ailes extrêmes des armées prussiennes, de se refermer, tandis que le centre autrichien s'était glissé à travers l'étroit intervalle entre eux. Le I^{er} corps autrichien, au cours d'une attaque de vingt minutes, perdit un tiers de ses effectifs. Les escadrons prussiens se portèrent à la rencontre des escadrons autrichiens, et les affrontements qui eurent lieu penchèrent plutôt en faveur de la cavalerie autrichienne — mais leur importance était nulle — les balles et les obus qui sillonnaient le champ de bataille obligeaient, après l'affrontement, aussi bien la cavalerie victorieuse que la défaite à se disperser et à se cacher.

La poursuite directe a été arrêtée par ses 170 canons, situés à 4 km au nord-ouest de Königgrätz : tel était l'arrière-garde organisée par Benedek. À 23 heures, tous les Autrichiens avaient réussi à se replier derrière l'Elbe par la ville de Königgrätz et par les 6 ponts établis par les Autrichiens au-dessus et en dessous de la forteresse.

Pertes des Prussiens — 9 000 tués et blessés ; des Autrichiens — 23 000 tués et blessés, 19 000 prisonniers, 174 canons.

L'ampleur de la victoire remportée ne fut comprise par Moltke que le troisième jour après la bataille ; les armées prussiennes successivement attaquantes se mêlèrent concentriquement en une seule masse ; Moltke ignorait que dans la 2^e armée restait le V^e corps encore frais, qui aurait pu être utilisé pour la poursuite ; jusqu'au soir, l'artillerie autrichienne, couvrant la retraite, semait le feu, puis la rivière Elbe, derrière laquelle se retirèrent les Autrichiens, cacha aux Prussiens le désordre dans lequel se trouvait l'armée autrichienne. Le soir de la bataille, Moltke envoya un télégramme à Berlin annonçant 20 canons capturés — le succès lui apparaissait neuf fois moindre que sa véritable importance. Un officier russe présent parmi les Prussiens, M. Dragomirov, remarqua que parmi les Prussiens vainqueurs se trouvaient aussi ceux qui, le soir de la bataille, demandaient : « Qui a donc réellement gagné — nous ou eux ? »

Telles sont les difficultés de prendre en compte les résultats réels des grandes batailles, et un tableau d'incertitude similaire a été observé sur de nombreux autres champs de bataille, depuis Magenta jusqu'à Gumbinnen et la bataille de la frontière pendant la guerre mondiale.

En évaluant cette bataille, il faut noter que les deux corps extrêmes, qui encerclaient les Autrichiens à droite et à gauche, le VIII^e et le VI^e, étaient également les points extrêmes, situés à plus de 400 km, du déploiement opérationnel prussien. Le plan d'enveloppement sur le champ de bataille était déjà contenu dans le plan de déploiement opérationnel. Le principal mérite de Moltke est qu'il n'a pas eu peur de l'étirement excessif du déploiement et, deuxièmement, qu'il a réussi, pendant l'opération, à combattre les forces centripètes qui cherchaient à unir les 1^{re} et 2^e armées et, ainsi, à fermer la pince au moment où elles n'avaient pas encore saisi les Autrichiens. Sur le champ de bataille, ce n'était pas la pensée de Moltke, cherchant à envelopper les Autrichiens, qui s'exprimait, mais des intentions bien plus modestes et opérationnellement timides de Frédéric-Charles, qui cherchait immédiatement l'aide du voisin après avoir découvert les masses autrichiennes devant son front. Le fort mélange des unités, la sortie de combat des forces principales autrichiennes, et l'incertitude du résultat étaient les conséquences de cette timidité de la pensée opérationnelle. Pourtant, l'attaque sur deux côtés, selon des directions croisées, fut, malgré la prudence de Benedek, la principale condition préalable à la victoire prussienne obtenue.

Non moins instructives sont les actions de Benedek, un splendide commandant de corps, placé à la tête de huit corps, et qui tenta cinquante ans plus tard de ressusciter les méthodes napoléoniennes en matière de stratégie et de tactique. La profondeur des colonnes de marche, qui nécessitait 5 jours pour déployer 4 corps, marchant les uns après les autres en colonne de marche, ne permettait pas de répéter les actions de Napoléon le long des lignes intérieures dans les conditions modernes. Sur le champ de bataille lui-même, ni l'ingéniosité tactique de Benedek ni les erreurs de Friedrich-Karl ne permirent à Benedek d'utiliser la réserve générale, massée derrière le centre de la formation de bataille, dans la lutte pour la victoire. Au prix de terribles sacrifices, il n'a réussi qu'à faciliter le retrait du centre. Utiliser la masse au sens napoléonien, pour répéter le coup de Wagram, s'est avéré impossible dans les conditions modernes, malgré le travail brillant de l'artillerie autrichienne. Pour se battre pour la victoire, la réserve de Benedek devait être située non pas à l'intérieur du demi-cercle délimité par le front, mais à l'extérieur de celui-ci, sur une corniche.

Fin de la guerre de 1866. Ce n'est que le 7 juillet que le mouvement énergique des Prussiens a commencé. Moltke a dirigé la 2^e armée en avant-garde contre Benedek, qui déployait son armée à Olmütz, tandis que les autres forces se dirigeaient directement vers le

Danube, en direction de Vague. Pour la protection de la capitale, trois corps et la cavalerie de l'armée de Benedek ainsi que deux corps du front italien furent en grande partie transférés par chemin de fer.

Benedek, avec ses 5 corps, avait prévu de rester sur la position de flanc d'Olmütz et, si possible, de passer à des actions actives sur le flanc et l'arrière de l'ennemi. Cette décision aurait été correcte si l'Autriche avait été capable de former de nouvelles troupes et de résister efficacement à la poussée des Prussiens. Cependant, les nouvelles formations progressaient lentement, et la Hongrie était prête à se séparer si les armées prussiennes entraient sur son territoire. Pour les mêmes raisons pour lesquelles Darius ne pouvait appliquer contre Alexandre le Grand la stratégie partho-scythique et devait affronter les Grecs en champ clair à Gaugamèles, et pour lesquelles Artsfeld en 1382 devait abandonner sa position de flanc à Oudenarde et aller à la rencontre des Français à Rosebecque, et pour lesquelles l'archiduc Albrecht, prenant le commandement principal, a dû rappeler Benedek au Danube. Après avoir séjourné du 11 au 14 juillet à Olmütz, Benedek, selon l'ordre reçu, se dirigea vers le Danube ; les routes les plus courtes dans la zone furent interceptées par la 2^e armée prussienne, et Benedek dut emprunter des voies détournées.

Vienne était protégée sur la rive gauche du Danube par une position avancée fortement renforcée, défendue par un corps de campagne et 400 pièces d'artillerie de forteresse. « Du point de vue purement militaire » dans l'armée autrichienne, c'est-à-dire selon les vues des cercles militaires supérieurs, il fallait prendre d'assaut la position avancée et entrer à Vienne ; le militarisme souhaitait obtenir une satisfaction pour les succès obtenus. Mais à cette époque, Napoléon III proposait sa médiation pour conclure la paix, Bismarck ne négociait que les détails et redoutait vivement que la France ne réclame des compensations sur le Rhin. La prise de Vienne, au milieu de ces négociations, aurait été une insulte personnelle pour Napoléon III, un défi à la France, entraînant immédiatement la mobilisation de l'armée française, insufflant de nouvelles forces à la résistance de François-Joseph, compliquant extrêmement la réconciliation future de l'Autriche avec la Prusse, qui entraînait dans les plans de Bismarck ; les principales institutions autrichiennes avaient déjà été évacuées de Vienne vers Komorn. La prise de Vienne et le défilé des troupes prussiennes dans les rues de cette ancienne capitale européenne n'étaient absolument pas nécessaires à Bismarck pour atteindre ses objectifs politiques ; Bismarck réussit à détourner la marche des Prussiens légèrement vers l'est, en direction de Presbourg, sur le chemin vers la Hongrie. Le report de la Hongrie aurait signifié la fin de l'empire des Habsbourg, et la menace sur la Hongrie força François-Joseph à devenir plus conciliant. Que les Autrichiens percevaient la situation de la même manière, il en ressort du fait que toutes les troupes arrivées au Danube, à l'exception du corps envoyé à Vienne, se concentraient à Presbourg, afin de défendre la route vers la Hongrie.

Un mois après le passage de la frontière bohémienne par les Prussiens, le 22 juillet, une pause dans les opérations militaires a été instaurée — d'abord pour cinq jours, pendant lesquels les conditions préliminaires de la paix ont été élaborées. Il n'a pas été facile pour Bismarck de convaincre le roi prussien de renoncer à l'exigence d'une expansion territoriale de la Prusse au détriment de la Saxe, de la Bavière et de l'Autriche, sur laquelle insistait le parti militaire, et de se contenter des annexions dans le nord de l'Allemagne. Le 2 août, un armistice a été conclu ; le traité de Prague, qui excluait l'Autriche de l'union allemande, a été signé le 23 août et ratifié le 30 août. Au moment final sur le Danube, les Autrichiens disposaient de 235 000 troupes contre 194 000 troupes prussiennes. Si la Prusse a atteint si rapidement son objectif politique, cela s'explique par le début de la désintégration interne de l'Autriche — le comportement douteux de la population de Vienne et surtout la menace hongroise — et non seulement par l'offensive écrasante des Prussiens : les Autrichiens avaient encore des atouts militaires pour combattre sur le Danube entre leurs mains.

Actions sur les lignes intérieures. L'approche concentrique du champ de bataille — l'idéal de Moltke — est complètement opposée à la tendance napoléonienne à agir sur les

lignes intérieures. Cependant, Moltke n'a pas abandonné les lignes intérieures, mais il a adopté cette idée à une échelle totalement différente. Les actions modernes sur les lignes intérieures ne consistent pas à porter une série de coups avec les forces principales contre des parties spécifiques de l'ennemi, les encerclant dans une seule zone opérationnelle, mais prennent la forme de déplacements du noyau d'attaque par chemin de fer d'un théâtre de guerre à un autre. Moltke a dû réfléchir à la question des actions modernes sur les lignes intérieures pendant les négociations de paix avec l'Autriche. À tout moment, une intervention armée de la France pouvait être attendue, et Bismarck a posé à Moltke la question : comment ce dernier envisage-t-il de s'organiser en cas de déclaration de guerre par la France ?

Selon les calculs de Moltke, les Français pourraient, au 26^e jour de la mobilisation, déployer une armée de 50 000 hommes à la frontière. Mais Bismarck doit faire en sorte que la rupture avec la France survienne sur la question des territoires rhénans réclamés par cette dernière. Une telle exigence mettra immédiatement la Prusse en accord avec les États allemands du sud, qui venaient de se battre contre elle ; la Prusse se prononcera pour l'inviolabilité du territoire allemand, et toute l'Allemagne la suivra. Les groupes hostiles maintenant sur le Rhin — Prussiens et Allemands du sud — se réuniront et, dix jours après le début de la mobilisation française, leur force atteindra 170 000 hommes. Ce sera une couverture suffisamment forte pour le déploiement ultérieur de l'armée prussienne.

On ne pouvait pas s'attendre à ce que Napoléon III engage des opérations sans s'être assuré un traité d'alliance avec l'Autriche, dont la trêve expirait le 30 août. Comme l'Italie attirait sur elle une partie des forces autrichiennes concentrées sur le Danube, les Autrichiens ne pouvaient pas déplacer contre les Prussiens plus de 150 000 hommes.

Dans ces conditions, Moltke refusait de continuer l'avancée vers Vienne, car l'opération de traversée du Danube exigeait la mobilisation de toutes les forces de la Prusse : si l'Autriche montrait de l'intransigeance dans les négociations, ce serait le premier signe d'un accord secret avec la France ; il ne fallait pas renforcer les troupes prussiennes en Autriche, mais plutôt les transférer vers le Rhin. Pour la défense contre les Autrichiens, il suffisait de laisser 4 corps d'armée — 120 000 hommes — capables de tenir dans la région de Prague, en se basant à Dresde. Les 5 autres corps devaient être transférés vers le Rhin, pour lesquels trois lignes de chemin de fer étaient à leur disposition. Si le transport commençait le 22 août, pour ces 5 corps — 150 000 hommes — il serait terminé d'ici le 9 septembre, et 240 000 Prussiens seraient rassemblés sur le Rhin avant la fin de la mobilisation et du regroupement français ; après avoir affecté des garnisons pour les forteresses, il resterait 200 000 Prussiens pour les opérations sur le terrain, et avec les Allemands du Sud — 300 000 hommes.

Le département historique militaire de l'état-major général prussien considérait ces idées de Moltke comme génialement audacieuses. À nos yeux, elles semblent avoir été tracées sous l'influence de l'euphorie des succès faciles contre les Autrichiens. Nous partageons l'attitude sceptique de Bismarck, qui frissonna à la perspective d'une guerre sur deux fronts, en laissant derrière lui une Autriche non totalement vaincue et en s'engageant avec la moitié des forces contre la France. Bismarck jugea tout à fait correctement que les objectifs de la politique consistaient à ne pas mettre la stratégie, dans la mesure du possible, à l'épreuve d'un travail interne de cette ampleur gigantesque, et il s'efforça par des concessions politiques raisonnables d'éviter la perspective tracée par Moltke. Avec toutes ses qualités militaires et politiques, les Allemands ne purent en prendre connaissance qu'en 1914.

Résultats. La courte guerre de 1866 coûta étonnamment peu aux belligérants : la Prusse et l'Italie — 880 millions de francs, l'Autriche — 805 millions. Sur le front austro-prussien, les pertes prussiennes furent de 3 473 tués, 12 675 blessés et 495 disparus ; du côté autrichien, on dénombra 10 404 tués, 30 300 blessés et 6 200 disparus ; ces derniers incluent soit les morts, soit les déserteurs, car les prisonniers sont exclus des comptes. Les pertes triples des Autrichiens s'expliquent davantage par leur tactique d'assaut que par la supériorité du fusil prussien. L'énorme avantage tactique des Prussiens, mis en évidence par cette

comparaison des pertes, facilita considérablement les premières étapes que Moltke entreprit dans cette guerre selon une nouvelle voie opérationnelle.